

PEURS ET VICTIMATIONS DES PERSONNES ÂGÉES. AU-DELÀ DES DISCOURS, QUELLE RÉALITÉ CHIFFRÉE ?

[Tanguy Le Goff](#)

Fondation Nationale de Gériatologie | « Gériatologie et société »

2011/1 vol. 34 / n°136 | pages 175 à 188

ISSN 0151-0193

DOI 10.3917/gs.136.0175

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe1-2011-1-page-175.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Fondation Nationale de Gériatologie.

© Fondation Nationale de Gériatologie. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



PEURS ET VICTIMATIONS DES PERSONNES ÂGÉES

Au-delà des discours, quelle réalité chiffrée?

TANGUY LE GOFF

SOCIOLOGUE, IAU ILE-DE-FRANCE

(AVEC LA COLLABORATION D'HÉLÈNE HEURTEL, STATISTICIENNE, IAU ILE-DE-FRANCE)

La lutte contre l'insécurité des personnes âgées a récemment été inscrite comme une priorité sur l'agenda gouvernemental. Pourtant, au-delà de discours alarmistes sur l'insécurité que subirait cette classe d'âge, on ne sait que peu de choses. Précisément, l'objet de cet article est d'apporter un éclairage sur cette question en s'appuyant sur les résultats d'une vaste enquête sur le « sentiment d'insécurité et les victimations » des Franciliens réalisée, tous les deux ans depuis 2001, par l'IAU Ile-de-France.

OLDER PEOPLE'S FEARS AND VICTIMISATION:

WHAT IS THE RECORDED REALITY BEYOND THE SPEECHES?

The fight against the insecurity of older people has recently been given priority status on the French government's agenda. However, beyond alarming speeches about the insecurity from which this age group could be suffering, only very little is known. The article's aim is to shed light upon the subject by using the results of an extensive enquiry, which has been carried out every two years by the IAU since 2001, into the "feeling of insecurity and victimisation" of those living in the Île de France region.

1. Parmi les rares travaux consacrés à cette question, on peut citer la recherche déjà ancienne de Yves Brillon conduite au Canada et synthétisée dans un article de la revue *Criminologie*, «La peur du crime et la punitivité chez les personnes âgées», vol. 16, n° 1, 1983, p. 7-29.

2. La victimation désigne le fait d'être victime et ses conséquences en termes d'expérience vécue. Le mot «bénéficie de la caution de Balzac qui y recourt dans le Père Goriot» (Philippe Robert).

3. On prend ici une définition sociologique du crime et non juridique (celle définie par le code pénal).

L'insécurité des personnes âgées est un problème social qui, jusqu'à il y a peu, ne retenait guère l'intérêt des chercheurs en sciences sociales¹ et des pouvoirs publics. Mais, en 2010, pour la première fois cette question a été placée sur l'agenda politique national à la suite d'un fait divers fortement médiatisé : le double assassinat par 78 coups de couteau d'un couple de sexagénaires de l'Oise au mois de janvier. En réponse à l'émotion suscitée dans l'opinion publique par ce crime, dès le lendemain, des mesures sont avancées par le ministre de l'Intérieur qui déclare faire de «la sécurité des personnes âgées son obsession». Il annonce la mise en place rapide d'un Plan d'action spécifique pour la sécurité des seniors et se prononce en faveur d'une aggravation de la peine pour l'auteur d'une agression sur une personne âgée. Dans la foulée, un rapport est confié à un député de l'Oise (Edouard Courtial) qui, dès le mois de mai 2010, est remis au ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux. Les principales mesures de ce rapport intitulé «Vieillir partout en sécurité, l'affaire de tous» sont : l'accompagnement des personnes âgées par des gendarmes, des conseils de précaution à destination de cette population vulnérable et l'inscription au projet de loi LOPPSI II (Loi d'orientation pour la programmation et pour la performance de la sécurité intérieure) d'une mesure dissuasive tendant à l'aggravation de la peine d'emprisonnement, portée de 5 à 7 ans maximum et d'une disposition créant une peine complémentaire d'interdiction de paraître dans le périmètre proche de la victime». Toutes ces préconisations se traduisent, en juillet 2010, dans un **Plan Tranquillité Seniors** qui, indiscutablement, témoigne de l'attention accordée par le gouvernement au sentiment d'insécurité et aux victimations² touchant les personnes âgées. Une politique justifiée sur la base d'une double assertion : celle du vieillissement de la population et de sa vulnérabilité d'une part, celle de l'augmentation des crimes³ dont seraient victimes les personnes âgées d'autre part.

Mais que sait-on au juste des victimations et du sentiment d'insécurité des populations appartenant à ce groupe d'âge ? On serait tenté de dire : pas grand-chose en raison de la faiblesse des données factuelles disponibles en France. En effet, l'outil statistique dit «état 4001» dans lequel sont enregistrées les infractions portées à la connaissance des services de police (police et gendarmerie nationale) ou qu'ils constatent de manière pro-active dans le cadre de leur activité, ne fournit pas à l'échelle nationale

d'informations précises sur l'âge et le sexe des victimes. Ces informations sont bien prises en compte par les services de police à l'échelle locale (celle des commissariats de police et des brigades de gendarmerie) mais, curieusement, elles n'apparaissent pas dans les statistiques nationales. Ce mode de renseignement partiel des données relatives à l'âge des victimes ne permet donc pas de disposer d'informations sur les « crimes et délits » dont sont victimes les « plus de 65 ans ».

Une autre source de connaissance sur la criminalité qui, elle, ne relève pas des agences pénales existe : ce sont les enquêtes « victimation et sentiment d'insécurité ». Développées tardivement en France, il en existe désormais à l'échelle nationale ou locale. L'enquête nationale dite « cadre de vie et sécurité », développée depuis 2007 par l'INSEE en partenariat avec l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP), n'offre qu'une vue partielle de cette catégorie de la population. Réalisée en face à face auprès d'un échantillon de 16 000 personnes, elle restreint son échantillon aux personnes âgées de moins de 75 ans⁴ et exclut les personnes vivant en institution. Le rapport parlementaire de mai 2010 pointe d'ailleurs la « faiblesse » des instruments de connaissance sur cette question et, dans ses recommandations, préconise « d'affiner » l'outil statistique 4001 et de modifier l'actuel protocole des enquêtes « cadre de vie et sécurité de l'INSEE »⁵.

Les enquêtes « Sentiment d'insécurité et victimation », conduites depuis dix ans par l'IAU Île-de-France auprès des Franciliens, apportent un éclairage plus précis sur l'insécurité des personnes âgées même si elles présentent, elles aussi, des limites pour leur exploitation. La principale est qu'elles ne prennent pas non plus en considération les personnes vivant en institution. En revanche, aucune limite d'âge n'est retenue ici : le protocole d'enquête – la passation des questionnaires par téléphone – le justifiant moins dans la mesure où la saisie informatique des réponses est directement faite par l'enquêteur et non pas par la personne interrogée. Cette enquête permet ainsi de recueillir des informations sur l'insécurité à laquelle sont confrontés les Franciliens âgés de 75 ans et plus. Réalisées tous les deux ans depuis 2001 auprès d'un échantillon de 10 500 franciliens en moyenne dont une part non négligeable de 65 ans et plus⁶, ces enquêtes reposent sur une centaine de questions posées par téléphone. Elles apportent non seulement

4. Cette limite d'âge est liée au protocole d'enquête utilisé par l'INSEE qui repose sur un questionnaire « auto-administré » difficile à remplir pour les personnes connaissant des problèmes d'autonomie.

5. L'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP) a tenu compte de cette recommandation puisque l'une des priorités de son programme d'études pour l'année 2011 est « d'affiner les informations disponibles sur le sexe et l'âge des victimes, en particulier des personnes âgées », synthèse du rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, novembre 2010, p. 48.

6. 1645 personnes âgées interrogées en 2009, soit un peu moins de 16 % de la population francilienne interrogée.

des informations sur les peurs ressenties, sur les faits subis mais aussi sur la manière de vivre et les modes de pensée des personnes interrogées. Tous ces éléments permettent ainsi de mieux identifier la nature des peurs à l'égard du crime des individus selon leur appartenance à telle ou telle classe d'âge. En l'occurrence, sur la base des résultats de la dernière enquête conduite en 2009, cet article donne un éclairage sur le groupe d'âge des « personnes âgées » (plus de 65 ans). Trois aspects sont analysés :

- le sentiment d'insécurité des personnes âgées (préoccupation sécuritaire et peur du crime) ;
- les risques réels qu'elles encourent (victimation) ;
- les incidences des peurs et de la victimation sur leurs comportements et leurs usages des espaces urbains.

LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DES PERSONNES ÂGÉES

Depuis la définition princeps posée en 1971 par le sociologue Frank Furstenberg⁷, il est établi que le sentiment d'insécurité comporte deux dimensions qui, si elles peuvent s'alimenter, ne sont pas nécessairement corrélées.

– **La peur du crime** se nourrit de faits dont une personne a été victime ou de la crainte d'une agression pour soi et ses proches. Qualifiée aussi de « peur personnelle », elle est étroitement liée à l'exposition au risque de victimation dont elle peut être considérée comme une sorte d'anticipation. Elle est déterminée à partir de deux questions canoniques « la peur chez soi » et la « peur dehors » (dans son quartier, dans sa ville, dans les différents transports en commun).

– **La peur sociale** ou « préoccupation sécuritaire » est relativement indifférente à l'expérience personnelle. Elle est liée à des jugements de valeur sur les normes à respecter et à l'état général de la société tel qu'il est perçu par les individus. Fortement dépendante des discours politiques et médiatiques, elle est plus volatile que la peur du crime.

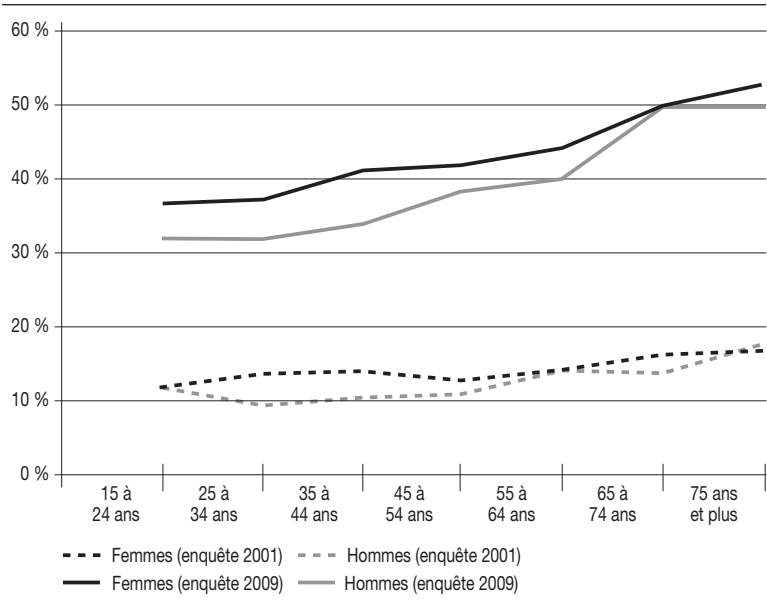
Comprendre les ressorts du sentiment d'insécurité nécessite donc de se pencher sur ces deux facettes du sentiment d'insécurité qui, chacune, peuvent avoir des incidences sur le comportement des personnes âgées.

7. Furstenberg F. (1971), « Public reaction to crime in the street », *American Scholar*, 40, 601-610.

**LES PERSONNES ÂGÉES :
PLUS SENSIBLES À LA PRÉOCCUPATION SÉCURITAIRE**

**UNE « PRÉOCCUPATION SÉCURITAIRE » QUI DEMEURE PLUS
FORTE QUE DANS LE RESTE DE LA POPULATION**

Graphique 1
Proportion de personnes selon le genre exprimant une préoccupation
« sécuritaire » en fonction de leur âge



Source - IAU idf - enquête « victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » de 2001 et 2009.

En 2009, dans la lignée des enquêtes précédentes, les personnes âgées sont le groupe d'âge le plus enclin à placer la préoccupation sécuritaire au premier rang des problèmes sociaux à traiter par le gouvernement. Elles sont 15 % parmi les 65-74 ans et 17 % parmi les 75 ans et plus interrogés (moyenne de 16 % chez les 65 ans et plus). Ce pourcentage est néanmoins en nette régression depuis 2001 où la délinquance arrivait très largement en tête des préoccupations des 65 ans et plus (51 %) comme du reste de la population francilienne⁸. Il faut dire qu'au début des années 2000, dans toutes les enquêtes d'opinion nationales et locales sur le sentiment d'insécurité, la préoccupation sécuritaire a atteint des niveaux jamais égalés jusqu'alors. Ceci a d'ailleurs conduit certains analystes à émettre l'hypothèse que l'envolée de « la préoccupation sécuritaire » dans l'opinion publique serait le signe d'une

8. « La préoccupation sociale pour la sécurité » demeure la plus forte chez les personnes âgées mais l'écart entre les classes d'âge s'est sensiblement réduit entre 2001 et 2009. Entre les « 18-24 ans » et les « plus de 65 ans », la différence était de 16 points en 2001, elle n'est plus que de 4 points en 2009.

9. Robert Ph. & Pottier M.L.,
« Les préoccupations
sécuritaires : une mutation ? », *Revue française de sociologie*,
2004/2, vol. 45, p. 211,241.

mutation⁹. Elle se caractériserait par « l'émergence d'une forme de préoccupation sécuritaire autonome qui mord sur des groupes sociaux jusqu'alors réticents à adhérer à des attitudes sécuritaires » ; préoccupation sécuritaire autonome car elle ne prendrait pas appui sur les seules opinions punitives, comme c'est majoritairement le cas chez le noyau d'« insécures répressifs », mais sur la seule inquiétude. Le retour de la préoccupation sécuritaire, dans la dernière enquête, à des ordres de grandeur comparables à ceux des années 1980 tendrait à invalider la thèse de la mutation tout du moins pour la catégorie des personnes âgées.

UNE PRÉOCCUPATION « SÉCURITAIRE » PEU LIÉE AUX CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELLES

Pour le vérifier, nous nous sommes intéressés à l'impact de différents types de facteurs personnels qui peuvent jouer sur la préoccupation sécuritaire.

Cet exercice met en évidence que le simple fait d'être une femme n'augmente pas la probabilité d'y être sujet, contrairement « à la peur du crime » où, nous le verrons, les écarts entre les deux sexes sont très marqués. La « préoccupation sécuritaire » des personnes âgées dépend moins en effet des caractéristiques anthropologiques (le genre) ou sociologiques (niveau d'études, taille du foyer, revenu) que des jugements de valeurs (opinions sur la peine de mort et vision de la société). On remarque un lien¹⁰ étroit entre les personnes âgées se déclarant « préoccupées par la sécurité » et celles qui expriment des opinions punitives¹¹. Si la punitivité est plus largement répandue chez les personnes âgées que dans le reste de la population, elle l'est plus encore chez celles qui se déclarent préoccupées par l'insécurité (46 %). Il apparaît par ailleurs que les personnes âgées demandeuses de punitivité :

- sont aussi plus favorables à la suppression des allocations familiales aux parents d'enfants délinquants (64 % partagent cet avis contre 36 % chez les autres) ;
- critiquent plus souvent l'action de l'Etat pour défendre la propriété privée (59 % contre 43 %) ;
- attribuent plus fréquemment la délinquance à un nombre trop important d'étrangers en France (19 % contre 6 %) ou, dans une moindre mesure, à une justice trop indulgente (14 % contre 8 %) ;
- sont plus partisans de recruter davantage de policiers (23 % contre 8 %) ou de construire de nouvelles prisons (12 % contre 4 %) pour lutter contre cette délinquance.

10. Bien que ce lien soit souvent établi dans les discours publics, il n'a rien d'évident ; les premières études anglo-saxonnes sur la question, produites dans les années 1970, tendaient plutôt à infirmer cette corrélation (voir notamment le rapport Figgie aux Etats-Unis).

11. La punitivité est mesurée à partir de la réponse à une question relative au positionnement par rapport à la peine de mort, classiquement utilisé dans les sondages et les enquêtes sur le sentiment d'insécurité.

La punitivité des personnes âgées prendrait donc appui sur une vision du monde caractérisée par sa plus grande rigidité, son plus grand conservatisme et sa moindre tolérance¹².

Enfin, un dernier élément, nouveau, apparaît discriminant dans la préoccupation « sécuritaire », c'est la perception négative du cadre de vie mesurée au travers des déclarations de nuisances dans le quartier de résidence. Ceci témoigne bien d'un changement dans le profil des personnes âgées sans qu'on puisse toutefois parler de mutation.

DES PEURS QUI VARIENT FORTEMENT SELON LE GENRE ET LE LIEU

La « peur du crime¹³ » des personnes âgées, mesurée par des questions sur la peur chez soi, la peur dans le quartier ou encore la peur dans les transports apparaît, elle, plus fortement déterminée par le genre et le lieu.

LA PEUR DU CRIME

Pour « la peur dans le quartier » le soir, 9 % des hommes âgés de 75 ans et plus déclarent « avoir peur dans leur quartier le soir » contre 53 % des femmes, soit une peur près de six fois plus répandue. Au regard de ce différentiel entre les deux sexes, on peut parler d'« hyper-insécurité des femmes âgées » dans leur quartier le soir.

À l'extérieur du domicile, la seule peur qui diminue chez les femmes avec l'âge est la peur dans les transports en commun : 60 % des femmes de 15 à 24 ans déclarent y être sujettes, contre 46 % des 65-74 ans et 36 % des 75 ans et plus. Et, contrairement à certaines idées reçues, cette baisse ne semble pas s'expliquer par une moindre fréquentation des transports en commun avec l'avancée en âge. En effet, dans l'enquête, si les jeunes femmes sont certes celles qui les utilisent le plus (49 % des 15-24 ans déclarent prendre les transports en commun dans le cadre de leurs déplacements domicile/loisirs), le taux de fréquentation baisse ensuite pour augmenter après 54 ans atteignant 42 % chez les femmes de 75 ans et plus.

En revanche, les 65 ans et plus ne déclarent pas plus que les autres se sentir en insécurité à leur domicile¹⁴. Ceci révèle l'import-

12. Pottier M.L. & Robert P., « On ne se sent plus en sécurité. Délinquance et insécurité. Une enquête sur deux décennies. », *Revue française de science politique*, année 1997, vol. 47, n° 6, p. 707-740.

13. L'indicateur « peur du crime » est un agrégat regroupant les différentes mesures de la peur personnelle (peur dans les transports, peur à son domicile, peur dans le quartier).

14. Au contraire, pour les jeunes, plus particulièrement les jeunes femmes, le domicile n'est pas forcément synonyme de sécurité. C'est dans l'espace domestique qu'elles encourent le plus de risques d'être victimes d'agressions, notamment sexuelles. Voir Jaspard M. et al. : *Les violences envers les femmes en France : une enquête nationale*, Paris, La documentation française, 2003.

tance chez les personnes âgées du «chez soi» comme lieu de protection, «lieu refuge», ou lieu «repaire», pour reprendre l'expression du sociologue Jean Viard, par rapport à un extérieur souvent perçu comme menaçant. L'enquête fait d'ailleurs apparaître un souhait de déménager de moins en moins répandu quand l'âge augmente (15 % des 65-74 ans et 8 % des 75 ans et plus).

Les analyses Logit faites dans cette étude montrent que le genre est, avec l'âge, de loin le facteur qui influence le plus la distribution de la peur du crime chez les personnes du troisième et quatrième âge. Il se combine avec des facteurs individuels de fragilité :

— l'isolement des personnes âgées. On constate ainsi que la peur dans le quartier le soir est moins forte chez les personnes qui déclarent avoir des activités associatives régulières où qui sortent régulièrement le soir respectivement 28 % et 18 % contre 36 % et 39 % chez les autres. De même, les personnes âgées qui vivent seules sont plus enclines à avoir peur dans leur quartier le soir (41 % contre 27 %). Le désinvestissement des personnes âgées de la vie sociale semble donc renforcer leurs peurs qui, elles-mêmes, les conduisent à un plus grand repli sur soi ;

— enfin, la peur du crime est plus répandue chez les personnes âgées dont le capital culturel est faible. Pour exemple, en terme de niveau d'étude, 41 % de celles qui se ne sont pas allées plus loin que le collège ont peur, contre 27 % de celles qui sont arrivées au moins au lycée.

UNE FAIBLE VICTIMATION DES PERSONNES ÂGÉES

Sur les faits de délinquance touchant les personnes âgées, le rapport parlementaire du député Edouard Courtil souligne le manque de données existantes. Il livre toutefois quelques chiffres intéressants tirés des statistiques policières. En 2008, sur les deux millions de crimes et délits recensés en France par les services de police et de gendarmerie, 12,6 % ont touché des personnes de 60 ans qui représentent pourtant 21,7 % de population¹⁵. Proportionnellement à la population nationale, les personnes de plus de 60 ans apparaissent donc moins victimes. Elles seraient essentiellement la cible de certaines infractions, celles où leur vul-

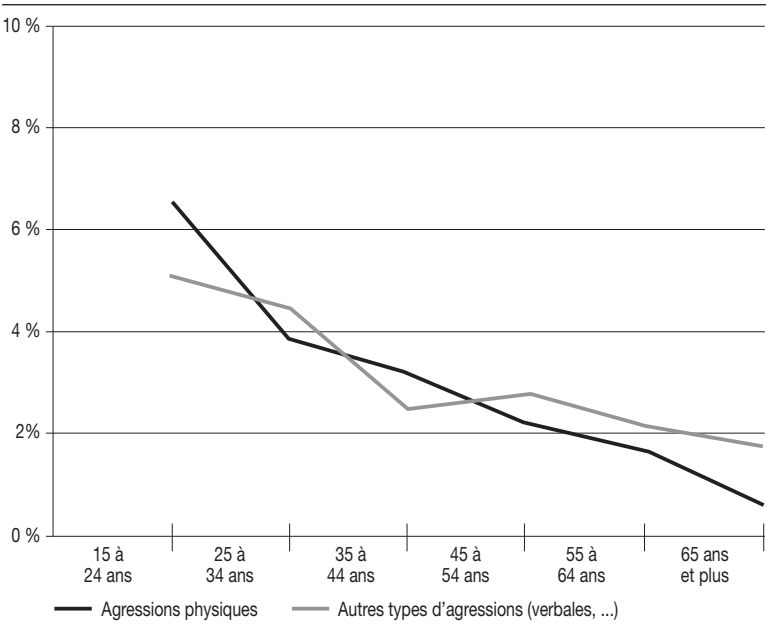
15. Courtial E., « Vieillir partout en sécurité, l'affaire de tous », La documentation française, mai 2010.

néralité (physique ou psychologique) a pu fortement influencer le délinquant : les cambriolages et les escroqueries financières. La forme de délinquance la plus répandue les affectant serait les vols par ruse perpétrés par des personnes se présentant sous une fausse identité (faux policiers, gendarmes, agents EDF...). Sur les 8 050 faits de cette nature recensés en 2008, 5 403 ont concerné des personnes de plus de 60 ans. Parmi les victimes de plus de 60 ans, près de 80 % ont plus de 75 ans (4 273 infractions). Les enquêtes « victimation et sentiment d'insécurité » apportent des nuances à ces grandes tendances révélées par les rares données policières.

LES PERSONNES ÂGÉES SONT MOINS VICTIMES QUE LES AUTRES CATÉGORIES

Premier enseignement : plus la personne est âgée, plus le risque de subir une atteinte personnelle¹⁶ diminue aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Il est de 22% chez les moins de 25 ans et de 9,7% chez les 65 ans et plus.

Graphique 2
Proportion d'enquêtés victimes en 2006, 2007 ou 2008 d'agression(s) tout venant en fonction de la gravité des faits



Source - IAU idf - enquête « victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » de 2009.

16. Les atteintes personnelles sont une catégorie regroupant les agressions, les vols sans violence et les vols avec violence.

17. Sont donc exclues de ces agressions toutes les agressions de «basse intensité»: les agressions verbales, les comportements menaçants ...

18. Pour les 60-69 ans, il est de 0,8%. Un résultat corroboré par l'enquête Cadre de Vie et Sécurité 2009 de l'INSEE réalisé à l'échelle de l'ensemble de la France, 0,9% des personnes âgées de 60 à 69 ans déclarent avoir été agressées par une personne extérieure à leur foyer au cours des deux dernières années et 0,4% des personnes de plus de 70 ans.

L'AGRESSION PHYSIQUE : UN DÉLIT EXCEPTIONNEL

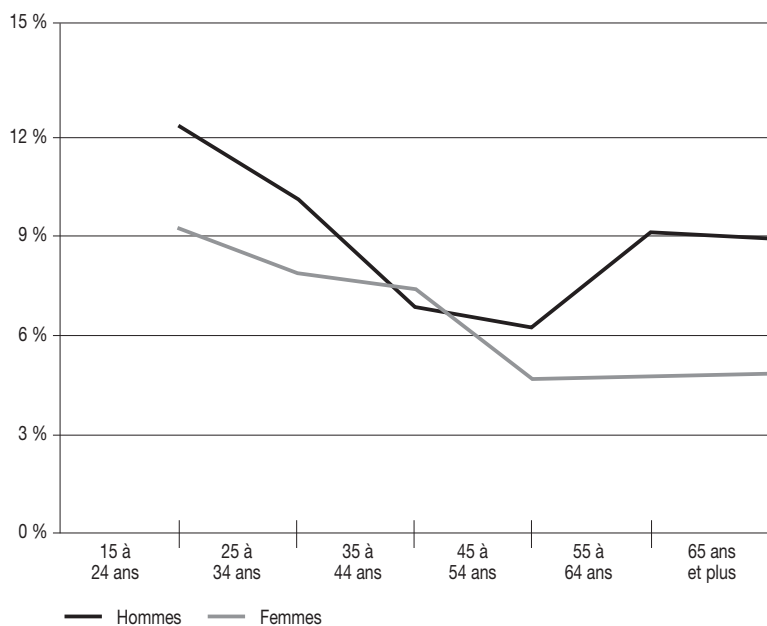
C'est plus particulièrement le cas pour les agressions physiques¹⁷ commises par un tiers où l'on constate un effondrement des taux de victimation à partir de 65 ans. Dans l'enquête de 2009, il est de 0,6% pour les 65 ans et plus¹⁸. A l'autre échelle de la pyramide des âges étudiée, ce sont 6,5% des jeunes de 15 à 24 ans qui le déclarent, soit près de dix fois plus. Cette différence sensible tient au style de vie des jeunes qui les exposent nettement plus que les autres classes d'âge, en particulier des personnes âgées moins présentes dans les espaces publics, ce qui limite leurs risques d'exposition. Moins exposées à ce risque, elles en subissent toutefois plus fortement les conséquences sur le plan physique que des jeunes dont le corps est plus à même de se remettre.

UNE SUREXPOSITION AUX VOLS SANS VIOLENCE

Il en va différemment pour les « vols sans violence » pour lesquels la victimation des personnes âgées est relativement forte. 10% des femmes de plus de 65 ans déclarent en avoir été victimes au cours

Graphique 3

Proportion d'hommes et de femmes victimes en 2006, 2007 ou 2008 de vol(s) sans violence ou de tentative(s)



Source - IAU idf - enquête «victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France» de 2009.

des trois dernières années précédant l'enquête de 2009. Il en est de même pour les «jeunes femmes» mais les cibles dérobées et les modes opératoires des délinquants ne sont pas les mêmes. Les jeunes femmes sont bien plus victimes de vols de portable ou de ce qu'on pourrait qualifier d'ordinateurs portables comme les i-phone ou encore les i-pod que leurs aînées : 49% des vols chez celles qui ont moins de 25 ans contre 10% des vols chez celles qui ont 65 ans et plus.

PRINCIPALEMENT VICTIMES D'UNE VIOLENCE DE BASSE INTENSITÉ

Les trois quarts (74%) des agressions déclarées dans l'enquête par des personnes âgées de 65 ans et plus n'ont pas donné lieu à des coups ou blessures. Alors qu'en moyenne, toutes classes d'âges confondues, les violences avec coups et blessures représentent la moitié (50%) des violences déclarées. Ce résultat tend à montrer que les personnes âgées sont principalement victimes d'une violence de basse intensité (agressions verbales) à laquelle elles sont sans doute plus sensibles.

LE PROFIL DES VICTIMES ET LES LIEUX DE VICTIMATION

CÉLIBATAIRE ET URBAIN

Deux facteurs individuels influent sur le **risque de victimation des personnes âgées**.

– **Le fait de vivre seule** (13% des personnes interrogées vivant seules déclarent avoir été victimes d'un vol sans violence pour 9% des personnes vivant en couple).

– **Le fait de vivre en centre-ville et plus encore à Paris**. Dans la capitale, 17% des personnes âgées interrogées déclarent avoir été victimes, au cours des trois dernières années, d'un vol sans violence. On constate, à l'inverse, une faible exposition dans les communes de grande couronne parisienne (moins de 6%). A profil identique, les personnes âgées vivant à Paris encourent ainsi un risque 2,5 fois plus élevé d'être victimes de vols sans violence que celles résidant dans d'autres départements franciliens. Mais cette victimation parisienne n'est pas vécue de la même manière que celle des banlieues en difficulté. En atteste le faible sentiment d'insécurité des Parisiens et notamment de ceux de 65 ans et plus.

LES LIEUX DE VICTIMATION

Les lieux de victimation diffèrent selon le type de délit : deux méritent d'être détaillés ici. Les vols sans violence dont sont victimes les personnes âgées sont commis dans les transports en commun (25 % des faits), les commerces ou centres commerciaux (23 %) et, moins fréquemment, dans la rue (18 %). Pour les agressions violentes, la rue arrive en revanche loin devant (46 %) mais nous sommes sur un échantillon extrêmement faible ($n = 41$). Et, quelle que soit la nature des faits, elles sont principalement victimes dans leur quartier.

En résumé, les personnes âgées sont victimes d'une violence de « basse intensité » qui, en raison de leur vulnérabilité physique ou psychologique, peut expliquer la **plus grande difficulté à les supporter**. En revanche, elles sont très peu exposées aux agressions. La disjonction entre cette faible victimation et les fortes craintes éprouvées par les personnes âgées laisse à penser que le sentiment d'insécurité est plus déterminé par des logiques propres au vieillissement (sentiment de vulnérabilité physique, psychologique, peur d'être malade ou de mourir ...) qu'à une exposition aux phénomènes criminels.

LES INCIDENCES DES PEURS ET DE LA VICTIMATION DES PERSONNES ÂGÉES SUR LEURS COMPORTEMENTS

Les peurs éprouvées par les personnes âgées et parfois les faits dont elles sont, directement ou non victimes, les conduisent à adopter différents types de réponse.

LA FUITE GÉOGRAPHIQUE : UNE SOLUTION RARE

Radicale, la fuite géographique par l'abandon de son quartier d'habitation est une stratégie d'exit que les personnes âgées envisagent moins souvent que la moyenne des Franciliens. **Dans l'enquête de 2009, elles ne sont que 6 % à déclarer vouloir partir en cas de peur ressentie dans leur quartier le soir, contre 11 %, toutes tranches d'âges prises en compte.** Il faut y voir une conséquence de leur très fort attachement à leur habitation et, plus largement, à leur quartier qui constitue un véritable repère : **94 % le trouvent agréable à vivre, et même celles qui évoquent avoir peur dans**

leur quartier le soir partagent à 91 % ce point de vue. Ce taux de satisfaction est bien supérieur aux 84 % observés pour la catégorie « toutes tranches d'âges confondus ».

Parmi les victimes, la proportion des hommes et/ou des femmes qui se privent par la suite de certaines activités ou évitent certains lieux pour des raisons de sécurité est faible. Elle n'est pas plus élevée en tous les cas que dans les autres classes d'âge.

LE RECOURS À DES SERVICES DE PROTECTION ET AUX TECHNOLOGIES DE SURVEILLANCE

Pour se prémunir de l'insécurité ressentie, les personnes âgées adoptent des solutions de protection technique ou ont recours à des services d'aide à la personne.

A leur domicile, les personnes âgées ont plus tendance à protéger leur logement contre les intrusions que les autres classes d'âge (88 % contre 80 % toutes tranches d'âges confondues dans l'enquête 2009). Ce comportement est d'autant plus fréquent chez celles qui déclarent se sentir en insécurité à leur domicile, celles qui ont subi ou qui ont connaissance de cambriolages commis dans leur voisinage. Cette tendance à la protection de leur logement est alimentée par le fait que les personnes âgées sont plus fortement sollicitées par les sociétés de télésurveillance ou téléalarme qui développent des services destinés spécifiquement aux personnes âgées – visant à concilier leur éventuel handicap, leur désir de vivre chez soi et leur besoin de protection.

Si les personnes âgées sont proportionnellement moins exposées que les autres classes d'âge à la délinquance, elles éprouvent en revanche un fort sentiment d'insécurité qui, pour nombre d'entre elles, est déconnecté de leur expérience de victimation. Ce sentiment d'insécurité des personnes âgées varie fortement selon le genre et les facteurs de fragilité, mais aussi selon l'armature intellectuelle dont elles disposent et la qualité de leur environnement proche. Le sentiment d'insécurité interroge aussi les mesures d'accompagnement que peuvent nécessiter les politiques de maintien

à domicile pour que celles-ci ne conduisent pas à un repli sur soi des personnes âgées. Leur mobilité, leur sociabilité, leur capacité à être présentes dans l'espace public «*dépend tout autant de handicaps concernant la motricité que de la volonté de ne plus risquer l'exposition aux autres dans les lieux publics*»¹⁹, aussi bien dans leur quartier que dans les transports en commun. On mesure ici toute l'importance de croiser les recherches gérontologiques sur «le maintien à domicile» et les recherches sociologiques sur les usages et les pratiques des espaces urbains par les personnes âgées.

19. Clement S., Mantovani J. & Membrado M., «Expériences du vieillissement et formes urbaines», in *L'urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville*, Haumont N. dir., Paris, L'Harmattan, 1998.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

CLEMENT S., MANTOVANI J. & MEMBRADO M. (1998). «Expériences du vieillissement et formes urbaines», in *L'urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville*, Haumont N. dir., Paris, L'Harmattan, p. 231-243.

COURTIAL E. (2010). «Vieillir partout en sécurité, l'affaire de tous», *La documentation française*, mai.

FURSTENBERG F. (1971). «Public reactions to crime in the street», *American scholar*, 40, p. 601-610.

HEURTEL H. (2009). «Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France : le point en 2009», *Note rapide Société*, n° 486, IAU Île-de-France, septembre.

HEURTEL H. (2009). *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France, les premiers résultats de la 5^e enquête*, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France, juin 2009.

JASPARD M. et al (2003). *Les violences envers les femmes en France : une enquête nationale*, Paris, La documentation française.

LE JEANIC T. (2008). *Tournyol du Clos (Lorraine)*, «protéger son logement contre le vol et contre ses peurs», *Insee Première*, n° 1177, février.

ROBERT P. & POTTIER M.L. (2004). «Les préoccupations sécuritaires : une mutation?», *Revue française de sociologie*, 2004/2, vol. 45, p. 211-241.

ROCHE S. (1998). «Expliquer le sentiment d'insécurité : pression, exposition, vulnérabilité et acceptabilité», *Revue française de science politique*, vol. 48 (2), p. 274-305.

THIERRY X. (2010). «Les accidents et les agressions corporelles chez les personnes âgées : moins fréquents que chez les jeunes, mais plus graves.», *Bulletin mensuel d'information de l'institut national d'études démographiques*, n° 468, juin 2010.

THOMAS H. (1993). «Personnes âgées et vote. Les significations plurielles de la participation électorale dans la vieillesse», *Politix*, vol. 6, n° 22, p. 104-118.